



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !

E-agribusiness

Le nouveau système d'informations agricoles lancé au monde paysan

Liste des joueurs convoqués par Claude Le Roy pour affronter :

- * 1er juin le Nigéria en amical à Paris
- * 4 juin les Comores en amical à Martignes
- * 11 juin l'Algérie à Blida en éliminatoires de la CAN 2019

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 18 Mai 2017 N° 148 - Prix 250 F CFA

Vers un dialogue national sur l'aménagement durable et participatif des aires protégées au Togo

Etude et validation d'un rapport provisoire, objet d'un atelier tenu à Lomé

Droit à une Alimentation adéquate

L'Association Réseau des Journalistes du Togo en Assemblée Générale Constitutive

Déblayer le terrain avant le démarrage du programme de réparation des dommages liés aux violences politiques.



Le HCRRUN en campagne de sensibilisation sur toute l'étendue du territoire

3^e édition du salon international de l'immobilier et de l'habitat

Le ministre Fiatouwo en première linge

La Compagnie Energie Electrique du Togo



Silence, le DG KAKATSI cherche un bouc émissaire pour masquer sa gestion scabreuse

Medias

Le jeudi 11 mai dernier, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la communication (HAAC) a convié les professionnels des médias à un point de presse à son siège à Lomé. L'ordre du jour de ce point de presse a été la présentation du rapport des activités de l'année écoulée.



Pitang Tchalla, Pdt de la HAAC

La HAAC fait le point des activités exercice 2016

Déblayer le terrain avant le démarrage du programme de réparation des dommages liés aux violences politiques.
Le HCRRUN en campagne de sensibilisation sur toute l'étendue du territoire

Trois délégations du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) ont entamé le mercredi dernière une tournée nationale de sensibilisation dans le cadre du processus de réparation des dommages liés aux violences politiques qu'a connu le Togo de 1958 à 2005. Le but de cette tournée est d'expliquer et d'échanger avec les populations sur les mécanismes de réparation, la gestion des deux milliards de FCFA alloués par le gouvernement. Ces rencontres ont consisté également une occasion pour les délégations du HCRRUN accompagnées de personnes ressources d'apporter des éclaircissements sur le choix de la justice traditionnelle qu'a adoptée le gouvernement, de les situer particulièrement sur les conditions d'éligibilité des victimes ainsi que la période qui sera retenue pour cette réparation. Il était donc questions pour ces délégations d'expliquer à l'assistance les contenus des



différents accords tel que l'Accord Politique Global (APG) jusqu'au programme de réparation par le HCRRUN en passant par les consultations nationales de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR). Par ailleurs, les participants ont été également entretenus sur toutes les dispositions prises par le gouvernement pour que toutes les victimes d'actes à caractères politiques soient prises en charge. Selon donc les émissaires du HCRRUN, cette première phase de réparation ne concernera que 2475 sur 7075 victimes recensées lors des

violences politiques survenues en 2005. Ce

choix s'explique selon eux du fait que l'enveloppe allouée par le gouvernement ne peut pour l'instant pas couvrir toutes les victimes. Cette démarche s'explique également par la volonté des autorités de panser les plaies les plus récentes et qui sont encore dans l'esprit des populations. Ils ont aussi souligné que trois conditions étaient à remplir pour être éligible à cette première phase à savoir être exclusivement vic-

time de violences à caractère politique ou de violence de droit de l'homme survenue de 1958 à 2005. Avoir fait une déposition à la CVJR. Puis la dernière consiste à figurer sur la liste des victimes en situation de vulnérabilité. Pour rappel, ces réparations de dommages liés aux violences politiques est l'une des recommandations faites par la CVJR afin d'aboutir à une réconciliation durable et sincère entre les filles et fils togolais.

Lino

Vers un dialogue national sur l'aménagement durable et participatif des aires protégées au Togo

Etude et validation d'un rapport provisoire, objet d'un atelier tenu à Lomé

Le Togo dans le souci de préserver sa flore et de maintenir une diversité faunique a instauré dès la dernière décennie avant son indépendance un système national d'aires protégées. Bien que celui-ci s'est consolidé progressivement après l'indépendance même jusqu'en 1990 avec environ 83 aires protégées (AP), cette propagation cependant ne s'est pas faite sans heurts ni problèmes avec les populations riveraines. Pour preuve, les événements douloureux qui se sont déroulés à Mango en septembre 2004 et puis réédités en novembre 2014 montrent que ces crises entre riverains et gestionnaires des AP

restent encore d'actualité. C'est pour donc transformer les différents antagonistes en complice dans la gestion de ces AP qu'un rapport préalablement rédigé par les experts en environnement a été soumis à étude et validation lors d'un atelier tenu le jeudi 11 mai dernier à Lomé.

suite à la p 5

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-61-13-06
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION
Pamphile S. NUMENYA

REDACTION
EZI Akoma

Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akouvi
Séna Le Libre Penseur

INFOGRAPHISTE
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récepissé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

*Retrouvez
votre Journal*
WARAA
Les Vainqueurs
*chaque jeudi
dans les kiosques*

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Medias

La HAAC fait le point des activités exercice 2016

Le jeudi 11 mai dernier, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la communication (HAAC) a convié les professionnels des médias à un point de presse à son siège à Lomé. L'ordre du jour de ce point de presse a été la présentation du rapport des activités de l'année écoulée.

Ce rapport est subdivisé en 5 parties. La première est une sorte de bilan des activités menées au cours de l'année 2016. La seconde a trait à l'administration interne de l'institution et insiste sur les restructurations en cours de la HAAC. La troisième partie quant à elle recense et examine les difficultés de la HAAC dans l'exercice de sa mission,

notamment les problèmes de traitement de délits de presse ou de violations de règles déontologiques, éthiques et professionnelles, le comportement des victimes de délits et celui de l'administration face à la gestion des délits et les moyens disponibles. La quatrième pour sa part identifie les actions et les activités à mener et les réformes nécessaires pour faire de la HAAC une véritable institution de régulation de la communication. La dernière partie adresse les recommandations au gouvernement, aux organisations professionnelles, aux médias publics et privés, aux agences de communication et aux vidéoclubs.

Le président de la



Pitang Tchalla, Pdt de la HAAC

HAAC, M. Pitang Tchalla a lors de ce rapport bilan précisé que depuis la prestation de serment, le 09 juin 2016, de ses membres, la Haute Autorité s'est attelée à renouer le dialogue avec l'ensemble des partenaires internes et extérieurs et remis le processus de régulation sur les rails avec comme principale

préoccupation, le dialogue, la médiation, l'éducation au respect des cahiers de charges des média audiovisuels et écrits, au respect des règles déontologiques et éthiques.

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution actuelle des médias, le président de la HAAC a insisté sur une relecture adaptée de la loi portant

code de la presse. «à l'ère du numérique, la Haute Autorité se doit d'être une institution dotée de ressources et services techniques compétents et efficaces, présente sur l'ensemble du territoire pour une protection effective de la liberté d'expression et de presse au service d'un professionnalisme responsable » a-t-il déclaré.

Notons pour finir que ce rapport a formulé également 7 recommandations à l'endroit de tous les services ou domaines travaillant avec la HAAC à l'instar du gouvernement, les organisations et associations de presse, les médias publics et privés, des professionnels des médias ...etc.

Droit à une Alimentation adéquate

L'Association Réseau des Journalistes du Togo en Assemblée Générale Constitutive

C'est aujourd'hui que prend fin l'assemblée générale constitutive de l'association Réseau des Journalistes pour le Droit à l'alimentation (RJDA). des journalistes du Togo sont à cheval sur le droit à une alimentation adéquate. La question d'une alimentation adéquate des populations est l'affaire de tous. Si les journalistes sont conscients qu'ils peuvent apporter leur contribution pour atteindre cet objectif, ils sont aussi convaincus que c'est en s'organisant que leur voix peut mieux porter. C'est à

juste titre qu'ils ont décidé de se constituer en association. «Intégrer le droit à une alimentation adéquate et à la bonne gouvernance au sein des politiques, législations et des institutions nationales»; c'est le thème qui a mobilisé près d'une cinquantaine de journalistes du Togo. Cette rencontre a connu la présence du chargé au programme de l'organisation des nations unies pour l'alimentation (FAO). Pour Djiva Oyetoundé. la communication est l'aspect le plus important sur lequel il faut tra-

vailler. C'est pourquoi ils ont voulu accompagner

tion qui est la FAO, que nous avons jugés inté-

par la FAO en décembre 2016. Au cours de cette



les journalistes à comprendre davantage cette thématique. «Les journalistes ont convenu de se mettre en réseau pour mieux diffuser et mieux comprendre... donc c'est naturellement, et comme cela cadre avec les objectifs de la missions de notre organisa-

ressants d'accompagner la mise en place de ce réseau. Il faut rappeler que l'idée de mettre sur pied une association des journalistes traitant de la problématique à vu le jour au cours d'un atelier de renforcement de capacité organisé à l'intention des journalistes

assemblée, les participants ont à l'unanimité adopté les statuts du réseau constitués de 30 articles.

La fin de cette assemblée de 2 jours a été sanctionnée par la mise en œuvre d'un bureau exécutif de ce réseau.

Charles

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements

OTR
ORGANISME TOGOLAIS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

La Compagnie Energie Electrique du Togo Silence, le DG KAKATSI cherche un bouc émissaire pour masquer sa gestion scabreuse

«Qu'est ce qui se passe à la CEET ? On nous a dit que l'ancien DG ne travaillait pas bien et que le nouveau DG allait faire mieux. On ne voit aucun changement et même c'est pire maintenant». Ce coup de gueule d'un tenancier de bar au quartier Bè kpota montre à suffisance l'incapacité de l'actuel DG Kakatsi à régler les problèmes de la CEET et cette situation désastreuse est ressentie à tous les niveaux dans le pays.

En effet, débarqué à ce poste dans des conditions encore floues, certains togolais pensaient que connaissant très bien la boîte, il devrait maintenir le cap de son prédécesseur et peut être faire mieux que ce dernier. Après des mois de gestion, ceux qui croyaient au miracle de la part de M. KAKATSI ont vite fait de désenchanter puisque l'intéressé à son arrivée, avait une propension à vilipender son prédécesseur et ses soutiens que de mettre sur pied des projets et initiatives susceptibles de donner satisfaction à ses compatriotes. Le phénomène de délestage par exemple qui avait commencé à trouver solution avec l'ancien DG a repris de plus bel et l'on a l'impression qu'il s'est accentué ces derniers temps. Chaque jour des ménages et services sont plongés dans la désolation par des coupures intempestives de la CEET. Lors de la dernière CAN au Gabon où notre équipe nationale (les éperviers) était engagée, des quartiers entiers à Lomé et certaines villes de l'intérieur ont connu des délestages empêchant du coup à



des milliers de togolais de suivre la retransmission de certains matchs. A chaque fois les responsables de la CEET ont avancé des raisons fallacieuses pour justifier ces nombreux sévages d'énergie à la population.

Entre règlement de compte et l'instinct tribaliste

Pour l'actuel DG, si la CEET est en banqueroute, c'est la faute à son prédécesseur, en tout cas c'est l'impression qu'on a en scrutant sa gestion. Dès sa prise de fonction, il a procédé à la refonte en profondeur de l'organigramme administratif pour placer ses proches. Tous les chefs de service qu'on soupçonnait d'être les protégés du Dr Gtrandé DJETELI sont mis de côté. On estime aussi qu'il avait recruté rien que des gens de son ethnie (Bassar) et pour cela un concours a été organisé dans des conditions peu orthodoxes (des non contractuels ont été infiltrés) par un cabinet en violation du code du travail pour bien organiser la purge. Des dizaines de personnes qui ont fait un certain temps et dont la situation était en passe d'être régularisée par l'ancien DG sont mises injustement sur le carreau. Selon nos informations, la CEET serait sur le point de

recruter de nouveaux agents alors qu'un comité en interne avait recommandé le maintien des agents remerciés parce que le besoin se faisait sentir à l'époque. Tout porte à croire que le tout puissant DG est à la recherche d'une occasion pour recruter ses frères, ses maîtresses et peut être ses copines. Devant des obstacles dus à son incompé-



tence, il ne voit que l'ombre de M. DJETELI qui l'empêcherait de réussir et pourtant ce sont les projets de ce dernier qui font que la CEET n'a pas encore mis la clé sous la porte. Au-delà des discours creux M. KAKATSI n'a encore rien apporté à la CEET au contraire il est en train de l'engouffrer.

Impossible redressement

Arrivé comme un messie pour sauver la CEET, c'est tout le contraire qu'on observe actuellement avec le DG KAKATSI. Depuis qu'il est à ce poste il n'a pas réussi à mettre en place le PPM c'est -à-dire le Plan de Passation des

Marchés. C'est une entorse aux textes administratifs qui recommandent que les services de l'Etat aient des personnes chargées des marchés publics. La conséquence, c'est que le DG actuel et ses hommes peuvent faire ce qu'ils veulent. Selon nos informations M. KAKATSI débourse 400 millions tous les trimestres pour l'achat des radios

vement et est de surcroît insuffisante. Face à cette situation seuls les contrats avec les entreprises publiques ou privées peuvent permettre aux médias d'avoir de l'oxygène. C'est dans ce sens que l'agence de communication Yakou Sarl a signé un contrat avec la CEET pour le compte de 16 organes. Ce contrat signé légalement avait pour objectif de rendre visibles les activités de la CEET et non d'encenser le DG d'alors qui il faut le souligner n'en voulait même pas. Aujourd'hui, une certaine presse dans les bottes de M KAKATSI crie au scandale, critiquant avec véhémence la signature de ce contrat qui n'a rien d'anormal. Il vaut mieux signer des contrats en bonne et due forme avec des entreprises que de passer son temps dans les salles d'attente des ministres ou des DG à la recherche des enveloppes qui ne servent pas à grand-chose. Si M. KAKATSI et ses sbires pensent que la presse ne sert à rien alors pourquoi la CEET a dérogé une ligne de 400 millions pour la communication annuelle ? ou bien ce sont les têtes des responsables de ces organes de presse qui ne les intéressent pas ? Dans tous les cas, la CEET ne se porte pas bien et ce n'est pas le fait d'avoir signé des contrats avec la presse mais plutôt c'est la conséquence d'une gestion désastreuse d'un homme appelé KAKATSI. Et c'est le mandat social du Chef de l'Etat qui a le plomb dans l'aile. Nous y reviendrons

Les contrats signés avec la presse sous DJETELI qui dérangent KAKATSI

Il n'est de secret pour personne, la presse togolaise végète dans la misère. L'aide de l'Etat à la presse arrive tardi-

3^e édition du salon international de l'immobilier et de l'habitat

Le ministre Fiatouwo en première linge

La troisième édition du salon international de l'immobilier et de l'habitat (fest'immo) a baissé ses rideaux le 14 avril dernier à Lomé. Elle a mobilisé plus de 8 acteurs exposants au cours de ses 3 jours d'ouvertures. «Eau et habitat, qualité et problématique l'aménagement de la ville de Lomé quelle vision pour demain », c'est autour de ce thème que plusieurs acteurs se sont mobilisés. Au cours de son intervention, le Président du salon Cyrus Agbodo a laissé entendre qu'un plaidoyer concernant les échanges des panels ira aux autorités concernées

L'objectif pour cette édition est de faire connaître aux visiteurs, les sources du professionnalisme dans le domaine des bâtiments et pour ce faire, Fest'immo a accueilli l'école qui forme les futurs et professionnels du bâtiment et des travaux publics. De jeunes patrons qui commenceront par fest'immo selon Cyrus Agbodo.

C'est le ministre de l'urbanisme et de l'habitat Fiatouwo Sessenou qui a ouvert les activités de l'édition de cette année. Au cours de son discours, il a déclaré que le Salon international de l'immobilier et de l'habitat constitue donc

un cadre approprié pour débattre de cette question d'intérêt national. «Du chemin a été parcouru depuis la première édition et l'édition 2017, la troisième vient consacrer les efforts déployés par tous les acteurs du secteur du foncier et de l'habitat. Le fest'immo a su s'adapter aux conditions ... »



Le ministre n'a pas manqué de rappeler les insuffisances de toutes sortes qui constituent de véritables handicaps et auxquels l'ensemble du système doit faire face «nous sommes tous conscients que la résolution du problème du foncier dépend du niveau de compétitivité des différentes catégories d'acteurs et de leurs capacités à construire des changements innovants. Plusieurs thèmes dont l'assainissement du cadre de vie ont fait objet des panels au cours de ce salon.

Charles

Vers un dialogue national sur l'aménagement durable et participatif des aires protégées au Togo

Etude et validation d'un rapport provisoire, objet d'un atelier tenu à Lomé

Suite de la p 2

Les objectifs visés par cet atelier est d'assurer la gestion durable du système national d'AP à travers la définition des bases consensuelles engageant toutes les parties prenantes à savoir les centrales de partis politiques, les fédérations d'ONG, les partenaires techniques et financiers, l'administration publique et autres. D'améliorer la communication autour des aires protégées et promouvoir les bonnes pratiques favorisant l'implication active, volontaire et consciente des populations locales dans l'aménagement et la gestion de ces AP. et enfin d'assurer une meilleure interpellation de rôle des aires protégées par les partis politiques régulièrement constitués au Togo en proposant une charte environnementale intégrant la conservation de la biodiversité et des AP.

Le Secrétaire Général du ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières M. Sama Boundjou représentant son Ministre a lors de son discours d'ouverture, salué les efforts du gouver-



nement qui sous la houlette du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a pris des mesures pour renforcer le système national des aires protégées en adoptant la politique forestière du pays en 2011 dans laquelle les aires protégées y prennent une place prépondérante ». selon lui, les résultats de cette rencontre permettront aux riverains de voir aussi leurs intérêts dans la préservation de la biodiversité. «Ce cadre de discussion que le gouvernement est en train de créer va concilier les intérêts de ces populations avec les objectifs de conservation : conservation à buts touristiques, économiques, culturels, scientifiques et écologiques ».

Le représentant de la banque mondiale, partenaire financier quant à lui a réitéré la volonté de son institution à accompagner le Togo dans sa lutte pour la préservation de l'écosystème et des espèces fauniques. «La Banque Mondiale pour sa part est disponible à œuvrer aux côtés du Togo pour l'amélioration de la gouvernance des ressources forestières en général et des aires protégées en particulier» a-t-il souligné.

Il est important de préciser que cet atelier devra accoucher d'une charte sur les modes de gouvernance et de gestion durable des aires protégées au Togo.

Lino

COMMUNIQUE



TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE ORGANISE UNE VASTE OPERATION DE REHABILITATION GRATUITE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES A DOMICILE.

A CET EFFET, ELLE INVITE TOUT CLIENT POSSEDANT UNE INSTALLATION FILAIRE NON FONCTIONNELLE A SE RENDRE DANS TOUT ESPACE TELECOM POUR UNE PRISE EN CHARGE SPECIFIQUE DANS LE CADRE DE L'OPERATION.

TOGO TELECOM TIENT A RASSURER SON AIMABLE CLIENTELE QUE LES DISPOSITIONS PRISES CONCOURRONT A AMELIORER DURABLEMENT LA QUALITE DE SES PRESTATIONS.

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE D'AVANCE DE VOTRE CONTRIBUTION A LA REUSSITE DE CETTE OPERATION.

LA DIRECTION GENERALE

France

Le nouveau gouvernement français divise la droite et déçoit la gauche

La France a un nouveau gouvernement. Depuis hier soir et avec un jour de retard sur le planing initialement annoncé, une équipe gouvernementale paritaire (autant d'hommes que de femmes) est censée mener la politique nationale et internationale française, du moins jusqu'aux élections législatives de juin. Des personnalités de droite, de gauche, des libéraux, des membres de la société civile... Le panel iconoclaste ne manque pas de susciter des remous dans la classe politique du pays.

Sans surprise, les macronistes de la première heure, comme Christophe Castaner, porte-parole du gouvernement, se sont réjouis d'un gouvernement « rassemblant des personnalités issues de toutes sensibilités ».

Du côté du monde de l'entreprise, la réaction ne s'est pas fait attendre, puisque Pierre Gattaz, le président du syndicat des patrons, le Médef, a posté une vidéo sur Twitter : « J'adresse toutes mes félicitations à la nouvelle équipe gouvernementale et au Premier ministre Edouard Philippe. Nous devons maintenant nous mettre au travail, et vite pour donner un signal clair et puissant à tous les Français et aux investisseurs mondiaux. » Appellant à des réformes repoussées selon lui depuis trop longtemps, le patron des patrons conclut : « Le Médef sera un partenaire constructif et exigeant. Nous travaillerons loyalement avec notre gouvernement (...) Vive les entreprises, vive l'Europe et vive la France. »

« Les membres des Républicains nommés au gouvernement ne font plus partie de

LR » L'ancien ministre Les Républicains Xavier Bertrand, qui avait refusé de se rallier à Emmanuel Macron après son arrivée à l'Élysée, a lui aussi été l'un des premiers à réagir. Par tweet, il adresse ses « Félicitations Républicaines au nouveau gouvernement. Tous mes vœux de réussite, pour la France. » Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, dans le nord de la France, a aussi salué la nomination de son ami et maire de Tourcoing (Nord) Gérard Darmanin, à l'Action et aux comptes publics.

D'autres membres du parti Les Républicains ont également salué l'annonce de ce nouveau gouvernement. L'ancien président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et maire de Nice, Christian Estrosi, qui avait appelé à accepter la main tendue à la droite par Emmanuel Macron s'est ainsi réjoui dans un tweet : « C'est une fierté pour Nice que la présidente de l'Université de Nice soit nommée ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Félicitations à Frédérique Vidal »

Depuis sa mairie de Bordeaux, le candidat déçu à la primaire de la droite et du centre, Alain Juppé a quant à lui refusé de commenter la nomination de ce nouveau gouvernement – un nouveau gouvernement où l'on compte un seul juppéiste : le Premier ministre Edouard Philippe.

Ainsi, ces nominations ne font pas l'unanimité chez Les Républicains, loin de là. Le sarkozyste chargé de mener la campagne de la droite aux législatives François Baroin,

opposé à une alliance avec Emmanuel Macron, « regrette » que les membres de son parti Gérard Darmanin et Bruno Le Maire acceptent des postes ministériels.

En réaction à ces nominations, le secrétaire général du parti, Bernard Accoyer, est allé plus loin, et a annoncé que « les membres des Républicains nommés au gouvernement ne font plus partie de LR. » Il ajoute dans un communiqué : « Ils font le choix personnel de faire campagne avec le Premier ministre en faveur des candidats d'En Marche contre nos candidats LR-UDI ».

A gauche, des déçus et des doutes

Dans les rangs des déçus, on compte aussi Ségolène Royal. La ministre de l'Écologie, qui était pressentie pour faire partie du nouveau gouvernement, a déclaré à BFM TV : « Je pense que je vais créer mon entreprise, passer des discours aux actes [...] J'ai toujours pensé qu'il y avait une réconciliation possible entre la création d'emplois et la protection de l'environnement. » L'actuelle présidente de la COP21 (la conférence de Paris pour le climat de 2016) a conclu en annonçant que son entreprise officierait dans « le domaine de la croissance verte et de la finance verte ». Le député socialiste de Marseille Patrick Menucci a quant à lui qualifié ce nouveau gouvernement d'« affiche électorale ». S'il reconnaît que des noms sont « intéressants », il reproche à Emmanuel Macron de vouloir « balayer tout l'arc républicain » en vue d'accumuler des soutiens pour les législatives de juin.

Sur l'aile gauche du PS, ce nouveau gouvernement a été vivement critiqué. Ainsi la députée des Hautes-Alpes Karine Berger, qui avait soutenu le candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon, a déploré la nomination à Bercy de Bruno Le Maire et celle de Gérard Darmanin : « La droite, toute la droite, rien que la droite ». Alexis Corbières, le porte-parole du candidat d'extrême gauche à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon a lui aussi critiqué la nomination d'hommes de droite et de libéraux dans le gouvernement, sur le plateau de BFM TV : « Un Premier ministre de droite, un libéral à Bercy, un sarkozyste aux comptes publics » Et aux autres postes ministériels selon lui : « Des

gens très conformes à la construction libérale de l'Europe. » Le responsable de la France insoumise, arrivé quatrième au premier tour de l'élection présidentielle, a estimé que « ce sont des noms que l'on connaît » et qu'Emmanuel Macron « est plutôt en marche arrière », en référence au nom du mouvement du nouveau président de la République.

Questionnements autour de Nicolas Hulot

Alexis Corbières s'est toutefois interrogé sur la nomination de l'ancien présentateur télé et défenseur médiatisé de la cause écologiste, Nicolas Hulot, pour lequel il a déclaré avoir « énormément de respect » : « Soit il renoncera à ses convictions, soit il renoncera à son poste. » Même son de cloche chez le porte-parole du parti Europe-Ecologie-Les Verts, Julien Bayou. Ce dernier s'interroge : « J'applaudis quand l'écolo progresse. La question reste de savoir si c'est une prise de guerre ou si ça marque une orientation du quinquennat. », a-t-il déclaré à BFM TV. Et de conclure qu'il sera difficile pour Nicolas Hulot de défendre ses convictions face à un président qui « n'a jamais parlé d'écologie » pendant la campagne présidentielle, ou face à un Premier ministre « anti-écologiste », car défenseur des énergies nucléaires et carbonifères.

Sur son compte Facebook, Nicolas Hulot a annoncé sa démission de la présidence de la fondation écologiste qui porte son nom, affirmant « Ceux qui me connaissent sa-

vent qu'être ministre n'est pas pour moi un objectif en soi. Je pèse toutes les implications de cette décision. Cependant, j'ai l'intention, sans en avoir la certitude que la donne politique ouvre une nouvelle opportunité d'action que je ne peux pas ignorer. »

Entre « recomposition » et « incompétence »

Profitant de ce « contexte de recomposition politique », des sénateurs radicaux appellent à une recomposition de leur famille politique, divisée depuis les années 1970. Réunis à l'initiative de Jacques Mézard, le président du groupe des radicaux au Sénat et nouveau ministre de l'Agriculture, ces sénateurs ont échangé sur la situation politique et « ont décidé de prendre toute leur part dans la réunification de la famille radicale déjà amorcée par le Parti radical de gauche et le Parti radical », expliquent-ils dans un communiqué.

Enfin, à l'extrême droite, ces nominations apparaissent comme une suite dans la continuité : « En recasant de nombreuses anciennes gloires de la vie politique, issues des vieilles droite et gauche, le gouvernement Macron confirme que le système UMPS est aux manettes », peut-on lire dans un communiqué du Front national. Pour le parti de Marine Le Pen, candidate déçue du second tour de l'élection présidentielle, des personnalités comme Bruno Le Maire, François Bayrou ou Jean-Yves Le Drian, ont « déjà largement fait preuve de leur incompétence » par le passé.

RFI

Côte d'Ivoire

L'onéreuse facture de la mutinerie

Suite de la p 6

tivités dans le pays. Il faut aussi joindre à cette note, les dégâts matériels observés dans les différentes villes et dans une moindre mesure, les actes de vandalisme. Sans compter l'impact que ces quatre jours de peur auront sur l'image d'une Côte d'Ivoire qui s'apprête à accueillir en juillet prochain, les Jeux N° 148 - Jeudi 18 Mai 2017

de la Francophonie. La facture est très amère pour l'Etat. Pour plusieurs Ivoiriens, là où la promesse de satisfaire les mutins aurait pu être réalisée depuis janvier, leur gouvernement n'aura fait que retarder l'échéance au prix de longs jours de terreur et d'incertitudes, pour finalement passer à la caisse.

africaitime

Liste des joueurs convoqués par Claude Le Roy pour affronter

- * 1er juin le Nigéria en amical à Paris
- * 4 juin les Comores en amical à Martigues
- * 11 juin l'Algérie à Blida en éliminatoires de la CAN 2019

Gardiens : Alhassani Dida (Liberty Prof, Togo Port), Franco Atchou (Ghana), Yorgan Agblemagnon (Havre, France), Sabirou Bassa (Enyimba, Nigéria), Ayité (Fulham, Angleterre), Djeri (Gbkintiti)

Défenseurs : Kossi Adegnon (Dyto), Djone Dakonam (Saint Trens, Belgique), Franck Mawuena (Dyto), Joseph Douhadji (Rivers, Nigéria), Hakim Ouro-Sama (AS Togo Port), Simeon Gbegnon (Epinal, France), Maklibe Kouloun (Dyto), Kodjo Sewonou (AS Togo Port), Franco Atchou (Enyimba, Nigéria), Ayité (Fulham, Angleterre), Guillaume Yenoussi (Dyto), Elom Kodjo Nya Vedji (Platanète Foot), Serge Atsou Seko (Progresso, Angola), Ihlas Bébou (Fortuna Dusseldorf, Allemagne)

Attaquants : Emmanuel Adebayor (Istanbul Basaksehir, Turquie), Fo Doh Laba (Berkane, Maroc), Peniel Mlapa (Bochum, Allemagne), Komlan Agbegniadan (Wafa, Ghana).

Milieux : Lalawele Atakora, Kokou Gazozo (AS Togo)

James

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%